

Lettre de l'association **RESTES ENSEMBLES**
aux élu(e)s de la ville Montreuil
à l'occasion du Conseil Municipal du 24 juin 2020

DÉPOLLUTION DE L'USINE EIF

Que compte faire la ville de Montreuil pour protéger la santé de riverains du site EIF ?

L'association de riverains et riveraines Restes Ensemble se mobilise afin de porter la parole citoyenne auprès des élu.es.s de la Ville de Montreuil et obtenir de ceux-ci une réponse à nos questionnements concernant les risques sanitaires liés au projet de réaménagement de l'ancienne usine EIF au sein du site des Murs à Pêches.

A ce titre, nous avons fait une demande interruption de séance au conseil municipale de ce mercredi 24 juin et n'avons toujours pas eu de réponse. C'est pourquoi nous en faisons une nouvelle fois appel à nos élu(e)s.

Nous tenons à rappeler clairement que **nous ne sommes nullement contre le principe de la dépollution du site**. Bien au contraire, nous ne pouvons que nous réjouir qu'après des décennies d'inaction la puissance publique décide enfin de se pencher sur ce problème sanitaire sérieux.

Ce qui nous inquiète c'est bien les conditions dans lesquelles risquent de se dérouler cette complexe dépollution :

- **Le manque de transparence** (aucune information officielle depuis deux ans, aucun document publié)

- **L'absence de mesures de protection des riverains** (absence de relevés dans les habitations voisines avant le début des travaux, aucun suivi de l'évolution de la qualité de l'air intérieur pendant les travaux...)

Sur le premier point, un début de dialogue entamé avec Monsieur le premier-adjoint au Maire, que nous espérons constructif. Pourtant à ce jour, nous n'avons eu accès à aucun document (étude de la pollution, plan de gestion...) alors que la loi nous y autorise. La réunion d'information publique promise par le premier-adjoint au Maire aura probablement lieu, mais elle se tiendra alors même que les travaux préparatoires auront débuté sur le site. Il sera alors trop tard pour améliorer, si besoin, les conditions de sécurité du chantier de dépollution. Sous couvert de concertation, ce calendrier revient tout simplement à faire taire les riverains.

Car c'est bien le manque de protection des riverains du site qui nous inquiète au plus haut point. Pour rappel, les études de l'état de la pollution du site EIF indiquaient dès 2013 une probable propagation des polluants hors du site et une exposition des habitations voisines via la nappe phréatique. La conséquence évoquée est une possible **pollution de l'air intérieur des habitations**. Le précédent du site Wipelec à Romainville, où la sur-pollution générée par une dépollution mal maîtrisée a gravement impacté la santé des riverains, avec notamment de nombreux cas de cancers dont 24 mortels est un exemple criant du danger existant (sur le site EIF, les mêmes polluants mais en quantité

bien supérieure et des techniques de dépollution proches !). Cela aurait du suffire à entamer une politique préventive chez les riverains dont certains habitent à quelques mètres de l'épicentre de la pollution. Pourtant sur 24 points de relevé un seul se situe en zone « sud », c'est-à-dire habitée, côté rue Pierre de Montreuil. L'ensemble des autres relevés se situe exclusivement sur le site du prochain projet immobilier, et il n'est prévu aucun suivi de l'évolution de la pollution de l'air dans les habitations voisines. Pour résumer, on ne connaîtra pas avant travaux l'état de la pollution chez les riverains. On ne pourra ainsi pas attester d'une quelconque évolution (positive ou négative) en cours de chantier. C'est comme si le plan de dépollution s'évertuait volontairement à ne pas s'intéresser au périmètre habité ; c'est comme si nous riverains et riveraines n'existions pas. Au vue des risques sanitaires, c'est tout simplement effarant.

Les conséquences de ce manque de contrôle sont potentiellement dramatiques. En cas d'augmentation de la pollution lors des travaux les riverains n'auront aucun moyen d'être alertés et donc de se protéger. Sans parler qu'il seront dans l'impossibilité de faire valoir leurs droits puisqu'il n'y aura eu aucun relevé « 0 » avant travaux attestant des effets de la dépollution.

Au vue de tous ces faits, il paraît que le calendrier dans lequel s'engage les travaux cet été est tout simplement irresponsable. L'urgence à dépolluer ne doit pas se faire au détriment de la santé des riverains. Il apparaît urgent de prendre le temps nécessaire à remédier aux graves manquements du plan de dépollution.

A ce titre, nous demandons à l'ensemble des élu(e)s de prendre leur responsabilité et d'exiger sans attendre la suspension des travaux de dépollution et la mise à plat du programme de dépollution. Les travaux, même préparatoires, ne doivent débuter qu'une fois l'ensemble des garanties prises en concertation avec l'ensemble des acteurs.

La question que chacun doit se poser est la suivante : A EIF, dépollue-t-on pour protéger la santé des riverains ou pour permettre la réalisation d'un projet immobilier ?

Pour nous, la réponse est sans appel : **La santé des Montreuillois doit primer.**

Cordialement,

RESTES ENSEMBLE
Association des riverains et riveraines
de l'usine EIF à Montreuil
mail : restes-ensemble@gmx.fr